

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 mai 1921.

Projet de loi concernant les manifestations de charité (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HARMIGNIE.

MESSIEURS,

Les seules manifestations de charité réglementées actuellement sont les collectes et les loteries.

Pour ces dernières, une autorisation de l'administration communale, de la Députation permanente ou du Roi est nécessaire suivant que le placement des billets se fait dans une commune exclusivement, ou dans plusieurs communes d'une même province ou dans plusieurs provinces.

Quant aux collectes, une distinction est nécessaire.

L'arrêté du Roi Guillaume du 22 août 1823 soumet aux mêmes autorisations que les loteries, les collectes faites à domicile par des personnes privées ou des établissements, autres que les institutions reconnues, « pour adoucir des calamités et des malheurs ».

Il ajoute : 1° que les administrations locales et provinciales n'accorderont cette autorisation qu'après s'être assurées de la vérité des faits allégués et avoir fait des recherches suffisantes sur les individus et leurs mœurs ; 2° qu'elles pourront prescrire telles autres mesures qu'elles jugeront utiles suivant les circonstances locales pour prévenir l'abus qu'on pourrait faire de ces autorisations.

S'il s'agit de collectes faites sur la voie publique, l'arrêté de 1823 n'est pas applicable, mais il est loisible aux Conseils communaux par voie de règlements de les interdire ou de les soumettre soit à une autorisation préalable

(1) Projet de loi, n° 446 de 1919-1920.

(2) La Section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Van Cauwenbergh, Harmignie, Pepin, de Liedekerke, Hallet et Debue,

oit à d'autres conditions, en vertu des principes généraux de la législation sur la police communale.

La Cour de Cassation a proclamé ce principe par deux arrêts : l'un du février 1880 (*Pasic.*, 1880, I, 63); l'autre du 31 mars 1881 (*Pasic.*, 1881, 84).

Par contre, elle refuse ce droit d'interdiction en ce qui concerne les collectes qui se font à domicile même en sonnant de porte en porte.

Cassation, 10 août 1863. *Pasic.*, 1863, I, 307.

M. Giron, dans son *Dictionnaire de Droit administratif*, v° collectes, t. I, age 156, se range à l'avis de la Cour de Cassation sur ces deux questions.

*
* * *

Les autres manifestations de charité visées par le projet de loi ne sont l'objet d'aucune disposition légale au point de vue du droit de police, mais la plupart d'entre elles sont soumises à un contrôle fiscal, par la loi du 28 février 1920, relative à la taxe sur les spectacles ou divertissements publics.

Telles sont les représentations théâtrales ou cinématographiques, les concerts, bals, kermesses.

Certes, l'article 2, § 1 de cette loi donne au Ministre des Finances le droit d'accorder remise ou modération de la taxe si l'organisateur établit que le produit des recettes, sous la seule déduction des frais normaux, a été versé à des œuvres philanthropiques, ou si les représentations et concerts sont organisés par des amateurs et exclusifs de tout but de lucre; mais il n'en est pas moins vrai que d'après l'article 3, §§ 1 et 2, l'organisateur des spectacles ou divertissements publics doit en faire la déclaration au receveur des contributions du ressort l'avant-veille au plus tard, et les tickets, cartes ou billets indiquant les prix payés doivent être délivrés pour chaque catégorie des recettes.

Les agents de surveillance du fisc ont le droit de pénétrer dans l'immeuble où se donne le spectacle ou le divertissement, de se faire représenter les tickets, cartes ou billets et de contrôler l'encaisse.

Enfin, le Gouvernement est autorisé à prendre, par arrêté royal, d'autres mesures de contrôle.

Cela étant, est-il nécessaire de légiférer à nouveau au sujet des manifestations de charité ?

Celles-ci se sont multipliées considérablement durant la guerre et depuis l'armistice.

On organise fréquemment, au profit d'œuvres excellentes, des fêtes, des concerts, qui semblent faits bien plus pour s'amuser que pour donner l'occasion au public de faire acte de générosité vraiment utile.

Dans les petites communes, des cabaretiers ou des sociétés organisent des fêtes, dont les frais absorbent la plus grande partie de la recette; et même dans les grandes villes, les représentations théâtrales, les concerts, dont le prix des places est fort élevé, ne rapportent pas aux œuvres envisagées une

recette proportionnée au sacrifice sollicité du public, tant les frais qu'elles occasionnent sont énormes.

Il arrive même que ceux-ci dépassent la recette et les dons que des centaines de personnes ont faits pour soulager la misère n'ont profité qu'aux artistes qui ont apporté leur concours, au propriétaire des locaux loués, aux fournisseurs qui ont contribué à l'ornementation de la salle, etc.

Il y a, certes, des abus. L'exposé des motifs en signale; il déclare que l'Oeuvre Nationale des Orphelins de la guerre, notamment, a adressé au Gouvernement le vœu de voir proposer aux Chambres l'adoption de mesures propres à empêcher la continuation de l'exploitation de la charité sous prétexte de fêtes; car elle a constaté que des sommes recueillies en faveur de ces orphelins ne lui ont pas été remises et que fréquemment les deux tiers de la recette des fêtes sont absorbés par « des frais accessoires et souvent superflus. »

Les bourgmestres, de l'agglomération bruxelloise, par un règlement arrêté durant la guerre, avaient pris des mesures qu'expliquaient les circonstances, mais qui ne peuvent être maintenues actuellement; plusieurs sont même, à notre avis, illégales. En voici les dispositions principales :

I. Toutes les manifestations de la bienfaisance, les concours et ventes de charité sont soumis à l'autorisation de l'administration communale.

II. Sauf cas exceptionnel, 25 p. c. du bénéfice intégral sont prélevés au profit d'une œuvre à désigner par l'administration communale.

III. L'autorisation n'est accordée que moyennant versement d'une caution de 100 francs, garantie d'un minimum de bénéfices au profit de l'œuvre et la remise d'un devis où les frais ne peuvent dépasser 50 p. c. de la recette brute.

II. Toutes les cartes d'entrée, tickets, programmes et autres objets destinés à être vendus doivent être revêtus d'un cachet de contrôle de l'administration communale.

III. Quinze jours après la date de la fête, un bilan avec pièces justificatives doit être fourni par les organisateurs pour être vérifié par un service communal.

IV. Le bénéfice intégral doit être versé à l'administration communale qui se charge de la répartition entre les œuvres bénéficiaires.

V. Les collectes sur la voie publique, dans les établissements publics ou au cours de fêtes, ne peuvent être faites qu'au moyen de troncs scellés par l'Administration communale. Il en est de même pour les troncs déposés en permanence dans les salles de spectacle ou autres établissements publics.

VI. Les collectes sur plateaux ne peuvent avoir lieu qu'avec autorisation du collège échevinal et en présence du délégué communal qui vérifie sur place le produit.

* * *

Examinons maintenant les dispositions du projet de loi du Gouvernement.

Il se compose de trois articles :

L'article premier soumet à une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics, les représentations théâtrales, et cinématographiques, les concerts, bals, concours, foires, kermesses et en général tous spectacles et fêtes quelconques offerts au public et ayant un but charitable.

L'article 2 donne au collège des bourgmestre et échevins la *faculté* d'imposer des mesures de contrôle, mais elles ne peuvent avoir d'autre but que de garantir aux bénéficiaires de l'entreprise un avantage raisonnable et de prévenir la dilapidation et le détournement des fonds recueillis; le tout « sans préjudice des droits attribués à l'autorité communale par les lois existantes. »

Enfin, l'article 3 punit d'un emprisonnement de six à sept jours et d'une amende de 1 à 26 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui omettront la déclaration ou contreviendront aux mesures imposées en vertu de l'article 2.

L'exposé des motifs cite comme exemples des mesures que pourront prendre les administrations communales, celles du règlement des bourgmestres de l'agglomération bruxelloise, dont il est parlé plus haut, à l'exception toutefois du pouvoir d'attribuer une partie de la recette à des œuvres déterminées par l'administration.

Votre Section estime que ce pouvoir illimité accordé aux collèges des bourgmestres et échevins peut donner lieu à des abus et à des vexations surtout dans les petites villes et les communes, où les passions politiques, les rivalités, la jalousie acquièrent souvent une acuité très grande.

Pour les uns on se montrera sévère dans l'application de ces mesures de contrôle; pour d'autres on sera très indulgent si même l'on ne ferme complètement les yeux.

En outre, dans les grandes villes, il sera nécessaire, pour mettre à exécution ces dispositions réglementaires d'avoir un personnel spécial et coûteux.

Au surplus la loi sera complètement inefficace partout où il ne plaira pas aux administrations communales de faire des règlements et c'est ce qui arrivera dans la plupart des villages ou des communes, là où se passent les abus dont nous avons parlé plus haut.

Enfin, ce contrôle de l'administration communale va, le plus souvent, faire double emploi avec celui du lise.

Ces objections ont déterminé toutes les Sections à rejeter le projet.

Voici comment se sont répartis les votes dans chacune d'elles, sauf la troisième qui a omis de mentionner le résultat du vote dans son procès-verbal :

1^{re} Section : rejeté par 8 voix et 3 abstentions;

2^e Section : rejeté par 6 voix contre 2 et 3 abstentions;

4^e Section : rejeté par 5 voix contre 4;

5^e Section : rejeté par 8 voix contre 2 et 2 abstentions;

6^e Section : rejeté par 6 voix contre 3.

Donc sur 52 votants : 33 ont voté non, 14 : oui et 8 se sont abstenus.

Néanmoins, votre Section centrale estime qu'il y a lieu d'empêcher les abus signalés.

Mais, à son avis, il est préférable d'indiquer dans la loi certaines mesures de précaution très générales qui seraient obligatoires partout, dans le but d'éviter le détournement ou le gaspillage des fonds recueillis, mais en laissant aux œuvres bénéficiaires le soin de contrôler la recette et les dépenses normales.

Ces mesures sont les suivantes, sans préjudice aux droits attribués aux administrations communales par les lois existantes.

Les collectes, y compris les ventes de charité, sur la voie publique ou dans les lieux publics ne peuvent être faites qu'au moyen de troncs scellés par l'administration communale.

Il en est de même des troncs placés dans les établissements ou dans les magasins au profit des pauvres ou d'œuvres de bienfaisance.

Les cartes, tickets, programmes, relatifs aux fêtes de bienfaisance, et qui ne doivent pas porter une marque de contrôle du fisc, en vertu de la loi du 28 février 1920, indiquent leur prix et sont revêtus du sceau de l'administration communale. Il est inutile de soumettre les autres à un second contrôle.

Ces manifestations sont l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins par la personne, ou par la direction des comités qui les organisent.

Cette déclaration est accompagnée d'une acceptation des personnes ou de la direction des œuvres appelées à en bénéficier.

A défaut de quoi, l'administration communale refuse de sceller les troncs ou d'estampiller les cartes, tickets et programmes.

L'administration communale avertit les bénéficiaires du nombre de troncs, cartes, programmes qui ont été estampillés.

Dans un délai maximum d'un mois, à compter du jour de la manifestation, les organisateurs sont tenus de remettre aux bénéficiaires le compte détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses, qui ne peuvent comprendre que les frais normaux. Les cartes, tickets, programmes non reproduits sont considérés comme vendus et leur montant doit être porté en recette.

Ne tombent pas sous l'application de la loi, les collectes faites dans les édifices des cultes, les fêtes organisées dans les maisons particulières, sur invitation et au cours desquelles une collecte ou une vente d'objets est faite.

Le projet de loi vise uniquement les fêtes offertes *au public*.

Telles sont les considérations qui ont inspiré les amendements que la Section propose à votre adoption.

Ils ont été votés à l'unanimité moins une abstention.

Le Rapporteur,

ALP. HARMIGNIE.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Texte présenté par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics, les représentations théâtrales et cinématographiques, les concerts, bals, concours, foires, kermesses, et, en général, tous spectacles et fêtes quelconques offerts au public et ayant un but charitable, devront faire l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins.

ART. 2.

La déclaration sera accompagnée d'une acceptation écrite des personnes ou de la direction des œuvres au profit desquelles cette manifestation de charité est organisée.

ART. 3.

Les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics ne peuvent se faire qu'au moyen de trones scellés par l'Administration communale.

Il en est de même des trones placés soit dans les lieux ou établissements publics, soit dans les magasins, au profit des pauvres ou d'œuvres charitables.

ART. 4.

Les cartes d'entrée, tickets, pro-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Van de geldinzamelingen en liefdadige verkooping en in openbare lokalen, van de tooneel- en bioscoopvoorstellingen, concerten, dansfeesten, wedstrijden, looren, kermessen en, over het algemeen, van welkdanige vertooningen en feesten ook, die het publiek worden aangeboden en met een liefdadig doel worden ingericht, moet vooraf bij het college van burgemeester en schepenen aangifte worden gedaan.

ART. 2.

Bij de aangifte moet gevoegd zijn een schriftelijke toestemming van de personen of van het bestuur der werken, waaraan die uiting van liefdadigheid ten goede komt.

ART. 3.

De geldinzamelingen en liefdadige verkooping en in openbare lokalen mogen slechts geschieden door middel van bussen, door het gemeentebestuur verzegeld.

Dit geldt ook voor de bussen geplaatst, ten bate van de armen of van liefdadige werken, hetzij in de openbare lokalen of inrichtingen, hetzij in de winkels.

ART. 4.

De toegangskaarten, tickets, pro-

grammes destinés à être vendus et qui ne sont pas astreints à la marque de contrôle du fisc, en vertu de la loi du 28 février 1920, doivent être revêtus du sceau communal ou d'une autre marque de contrôle de l'administration communale.

ART. 4.

La scellure des troncés et l'estampillage des cartes, tickets, programmes sont refusés si l'acceptation des bénéficiaires prévue à l'article 2 n'est pas déposée.

ART. 5.

L'administration communale fait connaître aussitôt aux bénéficiaires des manifestations de charité mentionnées aux articles 3 et 4 le nombre de boîtes scellées, ou de cartes, tickets, programmes estampillés.

ART. 6.

Dans le mois qui suit les manifestations de charité, ses organisateurs sont tenus de remettre aux bénéficiaires déclarés un compte détaillé, avec pièces à l'appui, des recettes brutes et des frais normaux dépensés. Ils en versent le solde aussitôt après sa vérification.

Les cartes, tickets, programmes non représentés sont considérés comme vendus.

ART. 7.

Ne sont pas soumises à la présente loi les collectes faites dans les églises,

gramma's, die tot verkoop bestemd zijn en waarop krachtens de wet van 28 Februari 1920, het controlemerk van den fiscus, niet moet aangebracht worden, moeten voorzien zijn van het gemeentezegel of van een ander controlemerk van het gemeentebestuur.

ART. 4.

Het verzegelen van de bussen en het stempelen van de kaarten, tickets, programma's worden geweigerd, indien de bij artikel 2 voorziene toestemming van de voordeeltrekkenden niet wordt overgelegd.

ART. 5.

Het getal verzegelde bussen of gestempelde kaarten, tickets, programma's wordt door het gemeentebestuur dadelijk ter kennis gebracht van hen, aan wie de uitingen van liefdadigheid ten goede komen.

ART. 6.

Binnen ééne maand na de uitingen van liefdadigheid moeten de inrichters daarvan eene omstandige rekening, met de bewijsstukken, der bruto-ontvangsten en der normale gedane kosten aan de aangegeven voordeeltrekkenden overhandigen. Het saldo wordt gestort zoodra die rekening is onderzocht.

De niet ingebrachte kaarten, tickets, programma's worden geacht verkocht te zijn.

ART. 7.

Deze wet is niet van toepassing op de geldinzamelingen in de ker-

ni les quêtes au cours des fêtes, ventes, spectacles, organisés dans des maisons particulières, sur invitation.

ART. 8.

L'omission de la déclaration prescrite par l'article premier et l'inexécution des mesures imposées en vertu de l'article 2, seront punies d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 26 francs, ou d'une de ces peines seulement.

ART. 9.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice aux droits attribués à l'autorité communale par les lois existantes.

ken, noch op de geldombalingen op feesten, verkoopingën, vertooningen, in bijzondere huizen ingericht, op uitnoodiging.

ART. 8.

Het verzuim van de aangifte voorgeschreven bij artikel 1 en de niet-naleving der krachtens artikel 2 opgelegde maatregelen worden gestraft met eene gevangenisstraf van een tot zeven dagen en met eene geldboete van 1 tot 26 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 9.

Bovenstaande bepalingen laten de rechten, door de bestaande wetten toegekend aan de gemeente-overheid, onverlet.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 Mei 1921.

Wetsontwerp betreffende de uitingen van liefdadigheid (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER HARMIGNIE.

MIJNE HEEREN,

De eenige uitingen van liefdadigheid, die thans wettelijk zijn geregeld, zijn de geldomhalingen en de loterijen.

Voor deze laatste is eene machtiging door het gemeentebestuur, de Bestendige Deputatie of den Koning noodig, naar gelang de briefjes worden verkocht slechts in ééne gemeente, ofwel in verscheidene gemeenten van eene en dezelfde provincie ofwel in verscheidene provinciën.

Wat aangaat de geldomhalingen, dient een onderscheid te worden gemaakt.

Het doen van inzamelingen *aan de huizen* door private personen of inrichtingen, andere dan de erkende instellingen, « tot leniging van rampen en ongelukken », moet, krachtens het besluit van Koning Willem d.d. 22 Augustus 1823, op dezelfde wijzen toegelaten worden als de loterijen.

Dit besluit voegt er bij : 1° dat aan de plaatselijke en provinciale besturen is opgedragen, die vergunning niet te verleen en dan na onderzoek omtrent de echtheid der aangevoerde feiten en omtrent de personen en hunne zedelijkheid; 2° dat zij elk anderen maatregel kunnen voorschrijven, welken zij naar de plaatselijke omstandigheden zullen nuttig achten om elk misbruik van die vergunningen te voorkomen.

Is er sprake van geldinzamelingen op den openbaren weg, dan is het besluit van 1823 niet van toepassing, doch de gemeenteraden kunnen ze door reglementen verbieden ofwel afhankelijk stellen hetzij van een vooraf-

(1) Wetsontwerp, n° 446 van 1919-1920.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelyneck, bestond uit de heeren Van Cauwenbergh, Harmignie, Pepin, de Liedekerke, Hallet en De Bue.

gaande vergunning, hetzij van andere voorwaarden, krachtens de algemeene beginselen der wetten op de gemeentepolitie.

Het Verbrekingshof heeft dit beginsel bevestigd bij twee arresten : het eerste van 2 Februari 1880 (*Pasic.*, 1880, I, 63); het tweede van 31 Maart 1881 (*Pasic.*, 1881, I, 184).

Het neemt integendeel dit recht tot verbod niet aan, wat betreft de geldinzamelingen aan de huizen, zelfs wanneer men belt van huis tot huis. (Verbreking, 10 Augustus 1863, *Pasic.*, 1863, I, 307).

In zijn *Dictionnaire de droit administratif*, v^o Collecte, I, blz. 156, vereenigt de heer Giron zich met de uitspraak van het Verbrekingshof over deze twee vragen.

*
* *

De overige uitingen van liefdadigheid, bij het wetsontwerp bedoeld, zijn door geene wetsbepaling geregeld wat aangaat het politierecht, doch meest al die uitingen zijn aan eene fiscale contrôle onderworpen door de wet van 28 Februari 1920 betreffende de belasting op de openbare vertooningen en vermakelijkheden.

Dat is het geval met de tooneel- en kinemavertooningen, met de muziekfeesten, dansfeesten, kermissen.

Ongetwijfeld is de Minister van Financiën, krachtens artikel 2, § 1, dier wet, gerechtigd om kwietschelding of vermindering der belasting te verleen, als de inrichter bewijst ofwel dat de opbrengst der ontvangst, alleen na aftrek van de normale onkosten, gestort werd aan menschlievende werken ofwel dat de vertooningen of vermakelijkheden door de liefhebbers en buiten elk winstbejag zijn ingericht; niettemin is het waar dat, volgens artikel 3, §§ 1 en 2, de inrichter van de openbare vertooningen of vermakelijkheden aangifte daarvan bij den ontvanger der belastingen doen moet uiterlijk den vóórlaatsten dag; de tickets, toegangsbewijzen of biljetten houdende aanwijzing van de betaalde prijzen moeten voor elke soort van ontvangsten uitgereikt worden.

De toezichtsbeambten van den fiscus hebben het recht van toegang tot het vast goed, waar de vertooning of de vermakelijkheid plaats heeft; zij zijn eveneens gerechtigd om kennis te nemen van de tickets, toegangsbewijzen of biljetten en om de in kas zijnde gelden na te gaan.

Eindelijk is de Regeering gemachtigd om andere contrôlemaatregelen te nemen bij Koninklijk besluit.

Is het, onder die omstandigheden, noodig, nieuwe wetsbepalingen betreffende de uitingen van liefdadigheid in te voeren?

Het aantal dezer heeft aanzienlijk toegenomen gedurende den oorlog en sedert den wapenstilstand.

Herhaaldelijk worden, ten bate van uitnemende werken, feesten en concerten ingericht, die veeleer geschikt zijn om het publiek te vermaken dan om daaraan de gelegenheid te geven op nuttige wijze milddadigheid te plegen.

In de kleine gemeenten richten herbergiers of maatschappijen feesten in, waarvan de onkosten het grootste gedeelte van de ontvangst opslorpen; en zelfs in de groote steden brengen de tooneelvertooningen, de concerten,

waarvan de prijs der plaatsen zeer hoog is, voor de rechthebbende werken niet eene ontvangst op, welke geëvenredigd is aan de uitgaven gedaan door het publiek; de reden daarvan is, dat de onkosten, waartoe zij aanleiding geven, ontzaglijk zijn.

Het gebeurt zelfs dat de onkosten de uitgaven overschrijden; de giften, door honderden personen gedaan tot leniging van de ellende, kwamen ten goede alleen aan de kunstenaars die hunne medewerking verleenden, aan den eigenaar van de gehuurde lokalen, aan de leveranciers die de zaal versierden, enz.

Onbetwistbaar zijn er misbruiken. De Memorie van Toelichting wijst er op; zij verklaart dat, namelijk, het Nationaal Werk der Oorlogsweezen aan de Regeering den wensch heeft overgemaakt, dat aan de Kamers zou worden voorgesteld, maatregelen te nemen om de uitbuiting der liefdadigheid onder voorwendsel van feesten niet langer toe te laten; het stelde inderdaad vast, dat sommen, ten bate van die weezen ingezameld, daaraan niet werden gestort en dat niet zelden twee derden van de ontvangst door « bijkomende en dikwijls nuttelooze kosten » worden opgeslurpt.

De burgemeesters van de Brusselsche agglomeratie hadden, bij reglement ingevoerd gedurende den oorlog, maatregelen getroffen, welke door de omstandigheden gewettigd waren, doch thans niet kunnen gehandhaafd worden; verscheidene daarvan zijn zelfs, naar onze meening, onwettelijk. De voornaamste bepalingen van dit reglement zijn de volgende :

I. Al de uitingen van liefdadigheid, de liefdadigheidswedstrijden en verkoopingën moeten door het gemeentebestuur *toegelaten worden*.

II. Behalve in uitzonderlijke gevallen, worden 25 t. h. van de geheele winst afgehouden ten bate van een werk, *dat door het gemeentebestuur aangewezen wordt*.

III. De vergunning wordt slechts verleend mits zekerheidsstelling eener som van 100 frank, als waarborg van eene minimum-winst ten bate van het werk, en mits de overhandiging van een bestek, waarin de onkosten niet 50 t. h. van de bruto-ontvangst mogen overschrijden.

IV. Op al de toegangsbewijzen, tickets, programma's en andere voorwerpen bestemd om te worden verkocht, moet een contrôlestempel van het gemeentebestuur aangebracht worden.

V. Veertien dagen na den dag van het feest moet eene rekening met de bewijsstukken door de inrichters ingeleverd worden om door een gemeentedienst onderzocht te worden.

VI. De volle opbrengst moet overhandigd worden aan het gemeentebestuur, dat zich gelast ze te verdeelen onder de rechthebbende werken.

VII. De geldinzamelingen op den openbaren weg, in de openbare inrichtingen of op feesten mogen slechts geschieden door middel van bussen verzegeld door het gemeentebestuur. Evenzoo voor de bussen, bestendig geplaatst in de tooneelzalen of in andere openbare inrichtingen.

VIII. Tot geldinzamelingen door middel van schalen mag slechts overgegaan worden met machtiging van het schepencollege en in tegenwoor-

digheid van den afgevaardigde der gemeente, die ter plaatse de opbrengst daarvan nagaat.

*
* *

Laten wij nu de bepalingen van het wetsontwerp der Regeering onderzoeken.

Dit ontwerp bestaat uit drie artikelen :

Van de geldinzamelingen en liefdadige verkoopingën op den openbaren weg en in openbare lokalen, van de tooneel- en bioscoopvoorstellingen, concerten, dansteesten, wedstrijden, fooren, kermissen en, over het algemeen, van welkdanige feesten en vertooningen ook, die het publiek worden aangeboden en met een liefdadig doel worden ingericht, moet, krachtens het eerste artikel, vooraf bij het college van burgemeester en schepenen aangifte worden gedaan.

Artikel 2 luidt :

« Onverminderd de door de bestaande wetten aan de gemeenteoverheid toegekende rechten, is het college van burgemeester en schepenen bevoegd om contrôlemaatregelen voor te schrijven. Deze mogen er alleen toe trekken, aan degenen, te wier bate de zaak wordt ingericht, een redelijk voordeel te waarborgen en te voorkomen dat de ontvangen gelden verkwest of tot een andere bestemming worden aangewend. »

Eindelijk zijn, krachtens artikel 3, zij, die de aangifte verzuimen of de bij artikel 2 opgelegde maatregelen niet naleven, strafbaar met een gevangenisstraf van zes tot zeven dagen en met eene geldboete van 1 tot 26 frank of met slechts ééne dezer straffen.

Als voorbeelden van de maatregelen, welke de gemeentebesturen zullen kunnen treffen, wijst de Memorie van Toelichting op die, welke voorkomen in het hierboven vermeld reglement van de burgemeesters der Brusselsche agglomeratie, doch met uitzondering van het recht om een deel der ontvangst toe te kennen aan werken aangewezen door het bestuur.

Uwe Afdeeling is van gevoelen, dat die onbeperkte macht, aan de colleges van burgemeester en schepenen verleend, kan aanleiding geven tot misbruiken en plagerijen, vooral in de kleine steden en in de gemeenten waar de politieke driften, de afgunst, de nijd soms zeer scherp zijn.

Voor dezen zal men blijk van strengheid geven bij de toepassing van die contrôlemaatregelen; voor genen zal men zeer toegevend zijn, zoo men niet de oogen gansch sluit.

Bovendien zal, in de groote steden, een bijzonder en veel kostend personeel noodig zijn om die reglementsbeepalingen ten uitvoer te leggen.

Overigens, de wet zal volkomen ondoelmatig zijn overal waar het aan de gemeentebesturen niet believen zal reglementen in te voeren, en dat zal wel het geval zijn in meest al de dorpen of gemeenten, waar de door ons hierboven vermelde misbruiken worden gepleegd.

Ten slotte zal, in de meeste gevallen, die contrôle door het gemeentebestuur zonder werkelijk nut uitgeoefend worden tegelijkertijd als de contrôle door den fiscus.

Deze opwerpingen hebben al de Afdeelingen er toe gebracht, het ontwerp te verwerpen.

Ziehier den uitslag der stemming in elke Afdeeling, behalve in de derde waarvan het proces-verbaal den uitslag der stemming niet vermeldt :

1 ^{ste}	Afdeeling :	verworpen met 8 stemmen en 3 onthoudingen.
2 ^e	—	— 6 — tegen 2 en 3 onthoudingen.
4 ^e	—	— 5 — — 4.
5 ^e	—	— 8 — — 2 en 2 onthoudingen.
6 ^e	—	— 6 — — 3.

Bijgevolg, van de 52 stemmen waren er 33 tegen, 11 voor en 8 onthoudingen.

Niettemin is uwe Middenafdeeling van gevoelen, dat de aangeklaagde misbruiken behooren vermeden te worden.

Doch, naar hare meening, is het verkieslijk, in de wet sommige zeer algemeene voorzorgsmaatregelen te vermelden, welke overal verbindend zouden zijn, en wel met het doel het ontvreemden of het verspillen van de ingezamelde gelden te voorkomen; de rechthebbende werken zouden echter belast zijn met de contrôle der ontvangst en der normale uitgaven.

Die maatregelen zijn, onverminderd de rechten verleend aan de gemeentebesturen door de bestaande wetten, de volgende :

De geldinzamelingen en liefdadige verkoopingën op den openbaren weg en in openbare lokalen mogen slechts geschieden door middel van bussen, door het gemeentebestuur verzegeld.

Dit geldt ook voor de bussen geplaatst hetzij in de openbare lokalen of inrichtingen, hetzij in de winkels ten bate van de armen of van liefdadige werken.

De toegangskaarten, tickets, programma's, betreffende de liefdadigheidsfeesten, waarop het contrólèmerk van den fiscus, krachtens de wet van 28 Februari 1920, niet moet aangebracht worden, moeten voorzien zijn van het gemeentezegel. Het is onnoodig, de andere te onderwerpen aan een tweede contrôle.

Van die uitingen moet vooraf aangifte gedaan worden aan het college van burgemeester en schepenen door den persoon of door het bestuur der comiteiten, die ze inrichten.

Bij gezegde aangifte wordt gevoegd een toestemming van de personen of van het bestuur der werken, waaraan die uitingen moeten ten goede komen.

Zoo niet, weigert het gemeentebestuur de bussen te verzegelen of de toegangsbewijzen, tickets en programma's te stempelen.

Het gemeentebestuur geeft aan de rechthebbenden kennis van het getal bussen, kaarten, programma's, die gestempeld werden.

Binnen ten hoogste ééne maand na de uitingen van liefdadigheid moeten de inrichters daarvan eene omstandige rekening, met de bewijsstukken, der bruto-ontvangsten en der normale gedane kosten aan de voordeeltrekenden overhandigen. Het saldo wordt gestort zoodra die rekening is onderzocht.

De niet ingebrachte kaarten, tickets, programma's worden geacht verkocht te zijn en het bedrag daarvan moet als ontvangen geboekt worden.

De wet is niet van toepassing op de geldinzamelingen in de kerken, noch op de geldomhalingen op feesten, verkooping, vertooningen, in bijzondere huizen ingericht, op uitnoodiging.

Het wetsontwerp is uitsluitend van toepassing op de feesten aangeboden aan het publiek.

Dat zijn de beschouwingen, waarop steunen de amendementen, welke de Afdeeling u voorstelt aan te nemen.

Zij werden eenparig, op eene onthouding na, aangenomen.

De Verslaggever,

ALP. HARMIGNIE.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

Texte présenté par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics, les représentations théâtrales et cinématographiques, les concerts, bals, concours, foires, kermesses, et, en général, tous spectacles et fêtes quelconques offerts au public et ayant un but charitable, devront faire l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins.

ART. 2.

La déclaration sera accompagnée d'une acceptation écrite des personnes ou de la direction des œuvres au profit desquelles cette manifestation de charité est organisée.

ART. 3.

Les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics ne peuvent se faire qu'au moyen de trones scellés par l'Administration communale.

Il en est de même des trones placés soit dans les lieux ou établissements publics; soit dans les magasins, au profit des pauvres ou d'œuvres charitables.

ART. 4.

Les cartes d'entrée, tickets, pro-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Van de geldinzamelingen en liefdadige verkooping en op den openbaren weg en in openbare lokalen, van de tooneel- en bioscoopvoorstellingen, concerten, dansfeesten, wedstrijden, looren, kermissen en, over het algemeen, van welkdanige vertooningen en feesten ook, die het publiek worden aangeboden en met een liefdadig doel worden ingericht, moet vooraf bij het college van burgemeester en schepenen aangifte worden gedaan.

ART. 2.

Bij de aangifte moet gevoegd zijn een schriftelijke toestemming van de personen of van het bestuur der werken, waaraan die uiting van liefdadigheid ten goede komt.

ART. 3.

De geldinzamelingen en liefdadige verkooping en op den openbaren weg en in openbare lokalen mogen slechts geschieden door middel van bussen, door het gemeentebestuur verzegeld.

Dit geldt ook voor de bussen geplaatst, ten bate van de armen of van liefdadige werken, hetzij in de openbare lokalen of inrichtingen, hetzij in de winkels.

ART. 4.

De toegangskaarten, tickets, pro-

grammes destinés à être vendus et qui ne sont pas astreints à la marque de contrôle du fisc, en vertu de la loi du 28 février 1920, doivent être revêtus du sceau communal ou d'une autre marque de contrôle de l'administration communale.

ART. 4.

La scellure des troncs et l'estampillage des cartes, tickets, programmes sont refusés si l'acceptation des bénéficiaires prévue à l'article 2 n'est pas déposée.

ART. 5.

L'administration communale fait connaître aussitôt aux bénéficiaires des manifestations de charité mentionnées aux articles 3 et 4 le nombre de boîtes scellées, ou de cartes, tickets, programmes estampillés.

ART. 6.

Dans le mois qui suit les manifestations de charité, ses organisateurs sont tenus de remettre aux bénéficiaires déclarés un compte détaillé, avec pièces à l'appui, des recettes brutes et des frais normaux dépensés. Ils en versent le solde aussitôt après sa vérification.

Les cartes, tickets, programmes non représentés sont considérés comme vendus.

ART. 7.

Ne sont pas soumises à la présente loi les collectes faites dans les églises,

gramma's, die tot verkoop bestemd zijn en waarop krachtens de wet van 28 Februari 1920, het controlemerk van den fiscus, niet moet aangebracht worden, moeten voorzien zijn van het gemeentezegel of van een ander controlemerk van het gemeentebestuur.

ART. 4.

Het verzegelen van de bussen en het stempelen van de kaarten, tickets, programma's worden geweigerd, indien de bij artikel 2 voorziene toestemming van de voordeeltrekkenden niet wordt overgelegd.

ART. 5.

Hel getal verzegelde bussen of gestempelde kaarten, tickets, programma's wordt door het gemeentebestuur dadelijk ter kennis gebracht van hen, aan wie de uitingen van liefdadigheid ten goede komen.

ART. 6.

Binnen ééne maand na de uitingen van liefdadigheid moeten de inrichters daarvan eene omstandige rekening, met de bewijsstukken, der bruto-ontvangsten en der normale gedane kosten aan de aangegeven voordeeltrekkenden overhandigen. Het saldo wordt gestort zoodra die rekening is onderzocht.

De niet ingebrachte kaarten, tickets, programma's worden geacht verkocht te zijn.

ART. 7.

Deze wet is niet van toepassing op de geldinzamelingen in de ker-

ni les quêtes au cours des fêtes, ventes, spectacles, organisés dans des maisons particulières, sur invitation.

ART. 8.

L'omission de la déclaration prescrite par l'article premier et l'inexécution des mesures imposées en vertu de l'article 2, seront punies d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 26 francs, ou d'une de ces peines seulement.

ART. 9.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas préjudice aux droits attribués à l'autorité communale par les lois existantes.

ken, noch op de geldomhalingen op feesten, verkoopingën, vertooningen, in bijzondere huizen ingericht, op uitnoodiging.

ART. 8.

Het verzuim van de aangifte voorgeschreven bij artikel 1 en de niet-naleving der krachtens artikel 2 opgelegde maatregelen worden gestraft met eene gevangenisstraf van een tot zeven dagen en met eene geldboete van 1 tot 26 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 9.

Bovenstaande bepalingen laten de rechten, door de bestaande wetten toegekend aan de gemeente-overheid, onverlet.